

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1847—1848

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 3.

M. DE BREYNE, 1^{er} rapporteur.

Numéros du Feuilleton	Numéros du registre des pétitions	
1.	1542.	Par pétition datée de Soignies, le 19 novembre 1845, Le sieur Hardy, ancien militaire, demande une pension, comme ayant perdu la vue par suite d'une ophtalmie contractée au service. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
2.	2389.	Par pétition datée du 18 juin 1846, L'administration communale et le comité linier de Leke demandent l'union douanière avec la France. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.
3.	1612.	Par pétition datée du 28 mars 1845, Plusieurs habitants de Schoorisse, réduits à la misère par suite de la décadence de l'industrie linière, prient la Chambre d'aviser aux moyens d'améliorer leur sort. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
4.	1347.	Par pétition datée du 26 février 1845, Plusieurs habitants de Maerke-Kerkhem demandent qu'il soit pris des mesures pour améliorer leur position, devenue malheureuse par suite de la décadence de l'in-

industrie linière — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

5. 3101. Par pétition datée de Dranoutre, le 20 avril 1847 ,
 Le sieur Theuninck, meunier, demande une loi qui défende aux meuniers de faire le transport de grains et de farines de l'intérieur aux frontières. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

6. 3047 et 2980. Par différentes pétitions datées du 11 et du 28 mars 1847 ,
 Plusieurs habitants de Loenhout et d'Esschen demandent la distribution gratuite de la graiue de maïs. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

7. 3014. Par pétition datée d'Anvers, le 19 mars 1847 ,
 Plusieurs bateliers d'Anvers et de Boom demandent le retrait de l'arrêté qui a accordé le transport gratuit, sur les chemins de fer de l'État, des céréales et autres denrées alimentaires. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

8. 3060. Par pétition datée du 10 mars 1847 ,
 Plusieurs habitants de Forêt, province de Liège, soumettent à la Chambre des mesures tendant à faire baisser le prix des céréales. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

9. 2997. Par pétition datée du 9 mars 1847 ,
 L'administration d'Austruweel demande que le Gouvernement achète de la graine de maïs, pour la distribuer soit gratuitement soit à un prix modéré. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

10. 2979^{bis} Par pétition datée du 16 mars 1847 ,
 Le sieur Davignon, président de la société agricole et forestière de Jalhay, prie la Chambre de voter les fonds nécessaires à l'achat des céréales qui seraient vendus sur les divers marchés régulateurs, de limiter la distillation des grains, de rapporter la loi des céréales de 1834, d'autoriser le transport gratuit des denrées alimentaires et de voter un emprunt pour faire améliorer partout la voirie vicinale. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.

11. 2978. Par pétition datée de Louvain, le 15 mars 1847 ,
 Le sieur Coppyn demande que le Gouvernement engage les administrations communales à suspendre immé-

diatement tout droit d'octroi sur les principales denrées alimentaires, et notamment sur la viande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

12. 2971. Par pétition datée de Gosselies, le 13 mars 1847,
Le conseil communal demande une loi qui ordonne le recensement immédiat du grain, qui serait livré à la consommation pour un prix déterminé. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
13. 2964. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 mars 1847,
Le sieur Vandercruysse prie la Chambre d'interdire la réexportation des céréales et de limiter la durée de leur séjour en entrepôt. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.
14. 2849. Par pétition sans date,
Plusieurs boulangers de Bruxelles demandent l'annulation de la délibération du conseil communal, qui a autorisé le collège échevinal à ériger une boulangerie communale et à vendre le pain à 10 p. % de bénéfice au profit du bureau de bienfaisance. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
15. 2930. Par pétitions du 3 mars et du 29 novembre 1847,
Le sieur Henri Van Oeyen, né à Venloo et demeurant à Bruxelles, demande à pouvoir jouir du bénéfice qui a été accordé, par la loi du 4 juin 1839, aux Limbourgeois et aux Luxembourgeois. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
16. 1995. Par pétition datée de Fratin-S^{te}-Marie, le 16 janvier 1846,
Le sieur Mathias Humbert prie la Chambre de prendre une disposition spéciale qui le dispense du droit d'enregistrement auquel se trouve assujettie la naturalisation qu'il a obtenue. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
17. 2100. Par pétition datée de Beaumont, le 5 février 1846,
Le sieur Dens, brigadier des douanes pensionné, demande l'exemption du droit d'enregistrement pour l'acte de naturalisation qui lui a été conféré. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
18. 2110. Par pétition datée de Nafraiture, le 26 février 1846,
Le sieur Magloire Teissier, préposé de deuxième classe des douanes, ayant demandé la naturalisation ordinaire, prie la Chambre de l'exempter du droit d'enregistrement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

19. 2178. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 mars 1846.
Le sieur Jouhaud demande exemption du droit d'enregistrement auquel est assujettie la naturalisation qui lui a été accordée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
20. 2490. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 août 1846,
Le sieur Carlier, magasinier à la maison pénitentiaire de St-Hubert, demande exemption du droit d'enregistrement auquel se trouve assujettie la naturalisation qui lui a été accordée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
21. 2556. Par pétition datée de Louvain, le 23 novembre 1846,
Le sieur Giess, facteur à la station du chemin de fer, prie la Chambre de le relever de la déchéance de la naturalisation qu'il a encourue en laissant expirer le délai fixé par la loi pour payer le droit d'enregistrement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
22. 2555. Par pétition datée de Labuissière, le 24 novembre 1846,
Le sieur Germain, sous-brigadier de la douane pensionné, demande exemption du droit d'enregistrement auquel est assujettie la naturalisation qui lui a été accordée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
23. 2540. Par pétition datée de Membach, le 1^{er} novembre 1846,
Le sieur Léonard Peiffer, garde forestier du bois domanial d'Hertogenwald, demande exemption du droit d'enregistrement auquel est assujettie la naturalisation ordinaire qui lui a été accordée, et prie la Chambre de le relever de la déchéance de la naturalisation qu'il a encourue en laissant expirer le délai fixé par la loi. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
24. 3005. Par pétition datée d'Ixelles, le 13 mars 1847,
Le sieur Gervais demande que le bénéfice du projet de loi, annoncé par le Gouvernement, pour étendre les exemptions du droit d'enregistrement sur les naturalisations, s'applique aussi à ceux qui, nés en Belgique d'un père étranger et d'une mère belge, ont négligé de faire la déclaration prescrite par l'art. 133 de la Constitution. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

M. DE DENTERGHEM, 2^{me} rapporteur.

25. 581. Par pétition datée de Spa, le 13 décembre 1843,
Le sieur Pera soumet à la Chambre la question de savoir

s'il est permis de reconnaître et légitimer les enfants naturels décédés sans postérité. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

26. 651. Par pétition datée de Tournay, le 10 janvier 1844,
Le sieur Liagre, clerc de notaire, soumet à la Chambre la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'abroger l'art. 42 de la loi du 25 ventôse an XI. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
27. 900. Par pétition sans date,
Plusieurs éleveurs de bestiaux prient la Chambre de prendre des mesures tendant à faire disparaître la maladie connue sous le nom de *pleuropneumonie* des bêtes à cornes, et proposent à cet effet la création d'un fonds d'agriculture. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
28. 940. Par pétition datée de Bouillon, le 2 mai 1844,
Le sieur Wanthot, de Bouillon, prie la Chambre de voter un crédit supplémentaire destiné à être distribué en indemnités pour bestiaux abattus, et demande le rétablissement du fonds d'agriculture. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
29. 994. Par pétition datée de Neufchâteau, le 19 mai 1844,
Le sieur Jean-Joseph Goblet, cultivateur à Neufchâteau, prie la Chambre de voter les crédits nécessaires au paiement des arriérés concernant l'agriculture, et de rétablir le fonds d'agriculture. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
30. 1125. Par pétition datée d'Izel, le 8 novembre 1844,
Le sieur Sampaix-Collin, négociant et propriétaire à Izel, soumet à la Chambre la question de savoir s'il a pu être remplacé dans ses fonctions de conseiller communal. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
31. 1232. Par pétition datée de Doisches, le 3 janvier 1845,
Les sieurs Anceau, Staffe, Libert et les dames Piret, propriétaires d'une ferme morcelée par le traité d'échange de 1772, réclament l'intervention de la Chambre pour être maintenus dans la faculté d'importer en France, avec exemption des droits, les récoltes provenant de cette ferme. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
32. 1435. Par pétition datée de Mons, le 10 mars 1845,
L'administration communale de Mons prie la Chambre

de déclarer que les lois existantes mettent la dépense des transports militaires à la charge de l'État, et d'ordonner que le trésor y pourvoie, ou bien d'adopter une disposition nouvelle qui consacre expressément ce principe. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

33. 1869. Par pétition datée d'Eenaeme, le 4 janvier 1846,
La dame Livine Noterman, cultivatrice à Eenaeme, réclame l'intervention de la Chambre pour faire revenir en Belgique les orphelins De Donder, laissés momentanément à New-York, par leur père, son beau-fils, à son retour de Guatemala. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.
34. 2465. Par pétition datée de St-Ghislain, le 9 juillet 1846,
Les commerçants et détaillants qui demeurent sur les rives des canaux de Mons à Condé, de Pommeroel à Antoing et de Charleroi à Bruxelles, demandent qu'il soit défendu aux éclusiers et aux pontonniers de ces canaux de faire le commerce. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
35. 2914. Par pétition datée de Termonde, le 25 février 1847,
Le sieur Vandavelde, notaire à Termonde, présentant des observations sur les art. 67 et 70 du Code de commerce, qui exigent le dépôt aux greffes et chambres désignés par l'art. 872 du Code de procédure civile, de certains contrats de mariage, prie la Chambre, lorsqu'elle s'occupera de la législation des faillites, de restreindre l'obligation de la publicité aux contrats de mariage des commerçants mariés sous le régime dotal ou séparés de biens. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. ZOUBE, 3^{me} rapporteur.

36. 2958. Par pétition datée de Renaix, le 8 mars 1847,
Plusieurs habitants de Renaix demandent qu'il soit pris des mesures, pour empêcher les falsifications des matières alimentaires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
37. 3491. Par pétition datée d'Anlier, le 30 janvier 1848,
Les membres du conseil communal d'Anlier demandent le redressement de quelques points de la route d'Arlon à Neufchâteau. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

38. 3499. Par pétition datée du 26 janvier 1848 ,
Plusieurs administrations communales de l'arrondissement de St-Nicolas demandent l'établissement d'une brigade de gendarmerie à St-Gilles (Waes). — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
39. 3516. Par pétition datée de Beaumont , le 24 janvier 1848 ,
Plusieurs habitants de Beaumont demandent que le transport , l'exposition en vente , la vente et l'achat de toute espèce de gibier pris au lacet , à l'exception des grives et des allouettes , soient interdits en tout temps , et que la chasse au chien-courant soit permise en temps de neige. — Concl. — Dépôt au bureau de renseignements.
40. 3517. Par pétition datée d'Anvers , le 9 février 1848 ,
Le sieur d'Henry , avocat à Anvers , présente des observations sur la nécessité de créer immédiatement le timbre postal. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
41. 3521. Par pétition sans date ,
Le marquis d'Auxy demande des réductions sur les appointements et les pensions. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
42. 3529. Par pétition datée de Bruxelles , le 10 février 1848 ,
Le sieur Mista demande une observance plus stricte de l'art. 6 de la Constitution , qui déclare les Belges seuls admissibles aux fonctions publiques. — Concl. — Renvoi à chacun des départements ministériels.
43. 1302. Par pétition sans date ,
Plusieurs habitants de Renaix prient la Chambre d'envoyer à Santo-Tomas une commission pour notifier à tous les Belges de la colonie que le Gouvernement cesse de servir de caution à la société de colonisation , et que le voyage gratis est assuré à ceux qui voudraient revenir en Belgique.
Même demande de plusieurs habitants de Bruxelles. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.
44. 3461. Par pétition datée de St-Ghislain , le 21 décembre 1847 ,
Plusieurs habitants de St-Ghislain demandent qu'il soit interdit aux receveurs éclusiers le long des canaux , d'exer-

cer le commerce d'agrès de bateaux en concurrence avec le commerce privé. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

45. 3514. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 janvier 1848,

Plusieurs magistrats, notaires, propriétaires et commerçants, à Bruxelles, demandent une loi provisoire sur les faillites et les sursis. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

